

«Plan Sachs» de lutte contre la Pauvreté

C'est un véritable «Plan Marshall» pour la lutte contre la pauvreté dans le monde qu'une équipe de 265 experts, dirigée par le professeur Jeffrey D.Sachs, vient d'élaborer pour le compte du Système des Nations Unies. Ce rapport a été lancé le 17 janvier 2005.

En Mauritanie, le lancement du rapport «Investir pour le développement», concocté par des experts mondiaux, sous la férule du professeur Jeffrey D.Sachs, a été lancé à l'hôtel Novotel T'Feï-la de Nouakchott, le mercredi 19 janvier 2005. La cérémonie, présidée par le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Économiques et du Développement, M.Mohamed Ould Maaouiya, en présence de la représentante résidente du PNUD, Mme Cécile Molinier et d'un parterre de cadres, s'est réduite à deux discours et une succincte présentation de la situation du pays par rapport aux objectifs du Millénaire.

Le plan proposé, fruit de trois ans de réflexion, s'articule autour de huit impératifs : la possibilité avérée que l'atteignabilité des OMD est encore possible dans le monde si les solutions dégagées sont rapidement appliquées (ces objectifs peuvent être atteint avec seulement 0,5 % du revenu des pays riches), la nécessité d'une bonne gouvernance locale, l'expansion du commerce et du financement par des capitaux privés avec le maintien de l'aide publique au développement pour la mise en place des infrastructures de base, l'assistance aux pays les plus nécessiteux avec priorité pour ceux ayant bénéficié d'un allègement de dettes et du Millenium Challenge Account des États-Unis, parte-



Table des officiels : le SG du MAED et la représentante résidente du PNUD

riariat local secteur public-secteur privé-société civile, la promotion d'une aide de qualité avec maximalisation de l'efficacité des investissements orientée vers la santé, l'éducation et le développement économique, enfin, la prise de mesures «à gains rapides» aussi bien par les pays riches que les pays pauvres afin de sauver des millions de vie avec un coût modeste, sous formes de repas gratuits dans les écoles, réduction des prix thérapeutiques contre le Sida et les maladies mortelles....

Si l'aide était judicieusement utilisée et profitait réellement aux bénéficiaires, «elle serait plus efficace et moins coûteuse» selon les experts qui relèvent que 24 % seulement de l'aide bilatérale et 54 % de l'aide multilatérale, accordés aux pays à faible

revenu allaient effectivement aux groupes cibles. «Dans les pays à faible revenu, il faudrait porter le montant par habitant des investissements à 70-80 dollars en 2006 et le faire progresser jusqu'à 120-160 dollars d'ici 2015» préconise le rapport.

Lançant un appel pour une «décennie de grandes ambitions», les experts recommandent aux pays en développement d'adopter des stratégies nationales de développement ambitieuses et de réorienter leur politique pour atteindre les OMD; puis ils demandent aux pays riches d'ouvrir leur marché aux produits des pays du sud et de concrétiser ainsi les négociations commerciales de Doha, aux groupes régionaux. Il a aussi été demandé au Secrétariat des Nations Unies de renforcer le tra-

vail de coordination mené par les institutions spécialisées de son système à l'échelle mondiale, aux pays industrialisés de porter le volume de leur aide à 0,44 % de leur PNB en 2006, puis à 0,54 % en 2015; soit moins que les 0,7 % réclamés lors de la Conférence de Monterrey.

La Mauritanie, malgré l'adoption concertée d'un Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté aux visées ambitieuses, l'atteignabilité des OMD est probable pour six cibles sur les onze retenus dans la Déclaration du Millénaire. Si le pays est sur la bonne voie pour réduire de moitié l'incidence de l'extrême pauvreté d'ici 2015, les cibles relatives à la santé restent toujours au rouge et la bonne gouvernance, un chantier encore en friche.

Cheikh Aïdara